
Mémoire du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de la République d'Indonésie****Projet intégré de transformation économique des villages (Transformasi Ekonomi Kampung Terpadu – TEKAD)**Numéro du projet: 2000002562

Cote du document: EB 2024/LOT/P.28

Date: 5 décembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Questions techniques:

Reehana Raza
Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
courriel: r.raza@ifad.org

Hani Abdelkader Elsadani Salem
Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: h.elsadani@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d’être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	9
A. Risques et mesures d’atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
IV. Exécution	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	12
D. Modifications qu’il est proposé d’apporter à l’accord de financement	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Hani Abdelkader Elsadani Salem
Responsable technique:	Elizabeth Ssendiwala
Responsable des finances:	Mark Biriukov
Spécialiste climat et environnement:	Anupa Rimal Lamichhane
Juriste:	Sherine Sherif

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République d'Indonésie
Organisme d'exécution:	Ministère des villages, du développement des régions défavorisées et de la transmigration
Coût total du projet:	106,9 millions d'EUR (équivalant approximativement à 117,9 millions d'USD)
Montant du prêt initial du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	29,80 millions d'EUR (équivalant approximativement à 32,9 millions d'USD)
Conditions du prêt initial du FIDA:	Ordinaires: 12,5 ans y compris un différé d'amortissement de 7 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du don initial du FIDA:	1,36 million d'EUR (équivalant approximativement à 1,50 million d'USD)
Montant du prêt additionnel du FIDA [Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)]:	25,2 millions d'EUR (équivalant approximativement à 27,8 millions d'USD)
Conditions du financement additionnel du FIDA (MARE):	Ordinaires: délai de remboursement allant jusqu'à 27,5 ans, y compris un différé d'amortissement de 8 ans maximum, avec une échéance moyenne de remboursement allant jusqu'à 18 ans, assorti d'un taux d'intérêt correspondant au taux d'intérêt annuel de référence établi par le Fonds sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	48,9 millions d'EUR (équivalant approximativement à 54,0 millions d'USD)
Contribution des bénéficiaires:	1,6 million d'EUR (équivalant approximativement à 1,8 million d'USD)
Montant du financement initial du FIDA (action climatique):	0,46 million d'EUR (équivalant approximativement à 0,56 million d'USD)
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le [Projet intégré de transformation économique des villages \(TEKAD\)](#) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA le 30 octobre 2019. Le projet a été approuvé pour un financement total de 636,06 millions d'EUR (soit environ 702,02 millions d'USD)¹, se décomposant comme suit: i) un prêt du FIDA d'un montant de 29,8 millions d'EUR (soit environ 32,9 millions d'USD); ii) un don du FIDA à hauteur de 1,36 million d'EUR (soit environ 1,5 million d'USD); iii) une contribution de l'emprunteur/bénéficiaire s'élevant à 17,2 millions d'EUR (soit environ 18,9 millions d'USD); iv) une contribution attendue du Fonds villageois à hauteur de 490,2 millions d'EUR (soit environ 541,6 millions d'USD); v) une contribution des bénéficiaires s'élevant à 24,5 millions d'EUR (soit environ 27 millions d'USD); vi) un déficit de financement s'établissant à 73 millions d'EUR (soit environ 80 millions d'USD). L'accord de financement du FIDA est entré en vigueur le 23 décembre 2019. La date d'achèvement du projet est actuellement prévue pour le 31 décembre 2025, et la date de clôture du financement est fixée au 30 juin 2026.
2. En août 2024, le Gouvernement de la République d'Indonésie a officiellement demandé au FIDA un financement additionnel d'un montant de 25,2 millions d'EUR (27,8 millions d'USD) en vue de combler en partie le déficit de financement, qui s'élève à 73 millions d'EUR. Le Gouvernement a demandé que le financement additionnel soit assorti des mêmes conditions de prêt et de financement que celles établies pour le prêt initial approuvé en 2019 (conditions ordinaires, catégorie 2).
3. Malgré la modification des conditions de prêt applicables à l'Indonésie au début de l'année 2024 – le pays étant passé de la catégorie de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à celle de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les conditions ordinaires auxquelles il est désormais admis à bénéficier sont celles de la catégorie 3, contre celles de la catégorie 2 auparavant –, le FIDA a ultérieurement approuvé la demande présentée par le Gouvernement concernant le maintien des modalités et conditions appliquées au prêt initial. Le financement demandé, d'un montant de 25,2 millions d'EUR et assorti des conditions ordinaires s'appliquant aux pays de la catégorie 2, sera octroyé dans le cadre du cycle 2022-2024 du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE).

B. Description du projet initial

4. Le projet TEKAD a pour objectif général de donner aux communautés villageoises dans l'est de l'Indonésie les moyens d'action nécessaires pour contribuer à la transformation du monde rural et à la croissance inclusive, en exploitant les possibilités ouvertes par la Loi sur les villages et le Fonds villageois. Sur le plan du développement, le projet a pour objectif d'aider les ménages ruraux à mettre en place des moyens d'existence durables, grâce au renforcement de la gouvernance dans les villages et dans les districts.
5. Le projet vise essentiellement à renforcer la gouvernance des villages par la mise en place de démarches de planification efficaces et inclusives, qui permettent aux villages de placer davantage l'accent sur le développement économique et d'utiliser de manière efficiente les ressources des fonds villageois allouées par le Ministère des villages, du développement des régions défavorisées et de la transmigration (MoV).

¹ D'après les données figurant dans les tableaux des coûts initiaux.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

6. Le projet a été conçu avec un déficit de financement de 73 millions d'EUR (80 millions d'USD). L'allocation d'un financement additionnel au projet TEKAD dans le cadre du cycle couvert par la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) est essentielle, étant donné que la quasi-totalité des fonds du prêt du FIDA restants sera utilisée aux fins du plan de travail et budget annuel du projet pour 2024. Le projet affichant un taux de décaissement proche de 100%, les activités ne pourront se poursuivre en l'absence de financement additionnel.
7. En ce qui concerne l'exécution du programme de travail, l'équipe du projet a accéléré le rythme avec l'établissement de fonds d'investissement destinés à appuyer le développement des entreprises, comme recommandé à l'examen à mi-parcours, et avec la mise en place de nouvelles parcelles de démonstration. Mettant particulièrement l'accent sur l'investissement des entreprises et le développement rural, le projet a réalisé des progrès importants en 2023 et incité les villageois à faire de l'investissement un levier prioritaire dans la recherche de profits. Le nombre de ménages bénéficiaires a augmenté de 57% au cours de l'année 2023, passant de 29 861 à 46 797. Les activités de renforcement des capacités destinées à l'ensemble des unités d'exécution du projet au niveau des districts ont été menées à bien, et ont pris appui sur des modules de formation dont le contenu a été actualisé. La participation de la communauté aux activités de planification villageoise a pris de l'ampleur, et l'on note une meilleure connaissance des activités du projet TEKAD dans les villages ciblés. Une unité chargée des politiques stratégiques a été mise en place et conduit des activités à l'échelle nationale, contribuant ainsi à pérenniser les activités du projet TEKAD.
8. Malgré la forte dynamique impulsée par l'organisme d'exécution (MoV) et le renforcement de ses capacités, il a été nécessaire de réduire l'ampleur des activités mises en œuvre dans le cadre du projet en 2024 compte tenu du budget restant disponible et des processus d'approbation internes requis, en raison principalement de la modification des conditions de prêt applicables à l'Indonésie au cours du cycle de FIDA12. Quoi qu'il en soit, les interventions du projet TEKAD jouent un rôle de plus en plus important au regard de l'appui apporté aux communautés situées dans les zones les plus reculées, les plus vulnérables et les plus sensibles sur le plan politique. Le financement additionnel permettra au projet de reprendre les activités suspendues en 2024 et d'accélérer leur mise en œuvre.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

9. Conformément aux engagements pris par le FIDA en matière de transversalisation, le projet a été validé comme :
☐ axé sur les jeunes.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

10. Les activités du projet TEKAD ont été initialement exécutées dans cinq provinces de l'est de l'Indonésie: la Papouasie, la Papouasie occidentale, les Moluques, les Moluques du Nord et le Nusa Tenggara oriental. Depuis la division de la Papouasie en cinq régions en 2022, le projet couvre neuf provinces: les Moluques, les Moluques du Nord, le Nusa Tenggara oriental, la Papouasie occidentale, la Papouasie, la Papouasie centrale, la Papouasie des Hautes Terres, la Papouasie du Sud et la Papouasie du Sud-Ouest.
11. Le projet TEKAD cible les zones présentant les niveaux de pauvreté les plus élevés du pays. Ces zones sont marquées par un faible taux d'alphabétisme et des taux de malnutrition élevés, et figurent parmi les zones d'Indonésie qui sont les plus menacées par les effets des changements climatiques. La Papouasie et le Nusa

Tenggara oriental comptent parmi les trois régions les plus pauvres du pays. En Papouasie, le taux de pauvreté atteint 26%.

12. **Peuples autochtones.** Selon les estimations, l'Indonésie compte entre 50 et 70 millions d'autochtones. La région de Papouasie, zone d'intervention du projet TEKAD, compte de nombreux groupes autochtones.
13. **Changements concernant la portée.** Il est proposé de modifier le nombre initial de bénéficiaires (portée) au regard i) du décompte plus précis du nombre de ménages par village, ii) de la réduction des fonds du projet, comme indiqué ci-après.
 - i) **Rectification de l'estimation du nombre de ménages établie au stade de la conception.** Le nombre moyen de ménages par village tel qu'estimé initialement n'était pas représentatif de la réalité et a été ajusté à la baisse, passant de 240 à 180, sur la base des résultats de l'enquête réalisée dans le cadre de l'examen à mi-parcours. L'hypothèse initiale, selon laquelle le projet aurait permis de toucher 100% des ménages dans les villages ciblés, n'était pas réaliste et a été abaissée à 75%. La cible initiale visée était de 412 300 ménages dans 1 720 villages, mais le projet ne pouvait raisonnablement en toucher que 232 200. Compte tenu de la durée restante du projet et en appliquant le décompte rectifié du nombre de ménages, il a été proposé lors de l'examen à mi-parcours de ramener le nombre de villages ciblés de 1 720 à 1 110. Après réajustement, le nombre de ménages bénéficiaires s'élève à 149 850. Ce chiffre sera relevé à 165 370 ménages (à partir de la cible fixée lors de l'examen à mi-parcours) grâce au financement additionnel, ce qui contribuera à amplifier l'impact produit par le projet dans les villages alentour des zones ciblées.
 - ii) **Révision à la baisse du financement du projet.** Le coût global du projet a été allégé grâce au comblement partiel du déficit de financement. Le Gouvernement a sollicité un financement additionnel en vue de couvrir uniquement une partie du déficit de financement prévu de 73 millions d'EUR (80 millions d'USD) qui figurait dans le document de conception, soit 25,2 millions d'EUR (27,8 millions d'USD), ce qui représente une réduction de 47% du financement total apporté par le FIDA. La réduction de la portée globale du projet sera toutefois minime (29%) et fera passer le nombre de ménages bénéficiaires de 232 200 à 165 370, conformément au décompte rectifié du nombre de ménages ciblés (portée).
14. Grâce à ce financement additionnel, le projet TEKAD pourra atteindre 165 370 ménages répartis dans 1 110 villages.

C. Composantes, résultats et activités

15. Les interventions du projet relevant des trois composantes suivantes sont les mêmes que celles retenues pour le prêt initial.
 - **Composante 1: Autonomisation économique des villages.** Cette composante regroupe l'ensemble des activités menées au niveau des villages qui visent à renforcer les capacités locales en vue de promouvoir et de favoriser le développement économique inclusif et durable des villages par la mobilisation des ressources des fonds villageois et d'autres mécanismes.
 - **Composante 2: Partenariats au service du développement économique des villages.** Cette composante comprend les activités menées aux échelons des districts et des provinces qui visent à instaurer un environnement propre à renforcer les liens entre les villages et les organisations économiques des villages, et à leur ménager un meilleur accès aux services, aux marchés et aux financements.

- **Composante 3: Innovation, apprentissage et élaboration des politiques.** Cette composante couvre les activités menées au niveau national qui visent à promouvoir l'apprentissage fondé sur des données factuelles, l'élaboration de politiques et le renforcement institutionnel, dans le but de concourir au développement économique des villages dans l'est de l'Indonésie.

16. Le tableau ci-dessous résume les effets directs attendus des trois composantes du projet TEKAD.

<i>Composante</i>	<i>Effet direct</i>
1. Autonomisation économique des villages	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre, par les communautés villageoises, d'activités économiques rémunératrices selon un ordre de priorité établi dans le cadre d'une démarche de planification participative afin d'assurer une large participation des groupes sociaux et économiques aux choix stratégiques
2. Partenariats au service du développement économique des villages	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité des districts et des sous-districts à fournir des services d'appui aux administrations villageoises et à mieux intégrer les besoins des villages dans la planification du développement économique des districts • Promotion de l'accès des villageois à des services de soutien technique et de développement commercial qualifiés
3. Innovation, apprentissage et élaboration des politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Instauration d'un environnement politique et institutionnel propice au développement économique des villages • Gestion efficace et efficiente du projet, lequel obtient des résultats grâce à l'intégration de la communication et de la gestion des connaissances dans tous les aspects de ses opérations

D. Coût, avantages et financement

Coût du projet

17. Au total, les dépenses d'investissement supplémentaires et les charges ordinaires du projet TEKAD, pour le financement initial ainsi que pour le financement additionnel, sont estimées à 106,9 millions d'EUR (117,9 millions d'USD), et comprennent: i) le prêt initial approuvé par le FIDA, d'un montant de 29,8 millions d'EUR (32,9 millions d'USD); ii) le don initial approuvé par le FIDA, d'un montant de 1,3 million d'EUR (1,5 million d'USD); iii) le financement additionnel, d'un montant de 25,2 millions d'EUR (27,8 millions d'USD); iv) la contribution attendue du Gouvernement, à hauteur de 11,4 millions d'EUR (12,6 millions d'USD); v) la contribution attendue des bénéficiaires, à hauteur de 1,6 million d'EUR (1,8 million d'USD); vi) les ressources attendues émanant du Fonds villageois, à hauteur de 37,5 millions d'EUR (41,4 millions d'USD).
18. En tenant compte du financement additionnel, le montant du prêt octroyé par le FIDA s'élève à 55 millions d'EUR (60,7 millions d'USD), soit 53% du financement total du projet. Les données du COSTAB ont été actualisées à la suite des modifications apportées au financement additionnel et au financement de contrepartie.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel

(en millions d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement révisé</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	32,9	0,0	27,8	60,7
Don du FIDA	1,5	0,0	0,0	1,5
Déficit de financement	80,0	(80,0)	0,0	0,0
Contribution du Gouvernement	18,99	(6,4)	0,0	12,6
Bénéficiaires	27,08	(25,28)	0,0	1,8
Fonds villageois	541,6	(500,2)	0,0	41,4
Total	702,07	(611,88)	27,8	117,9

* Voir les tableaux 1, 2 et 3 figurant dans le document EB 2019/LOT/P.13 pour une ventilation détaillée.

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Prêt 2 du FIDA (financement additionnel)</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Autonomisation économique des villages		
1.1. Gouvernance des villages	2 926	11
1.2. Initiatives économiques des villages	14 838	53
Total partiel	17 763	64
2. Partenariats au service du développement économique des villages		
2.1. Soutien des districts au développement économique des villages	5 627	20
2.2. Services financiers	826	3
Total partiel	6 453	23
3. Innovation, apprentissage et élaboration des politiques		
3.1. Innovation, apprentissage et inspiration	1 242	4
3.2. Élaboration des politiques et renforcement institutionnel	486	2
3.3. Gestion du projet	1 865	7
Total partiel	3 592	13
Total	27 809	100

Tableau 3

Financement du projet: Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt 1 du FIDA</i>		<i>Don du FIDA</i>		<i>Prêt 2 du FIDA (Financement additionnel)</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Fonds villageois</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Travaux de génie civil	689	2	-	0	4 591	17	528	4	-	0	41 436	100	47 244	40
2. Biens, services et intrants	4 565	14	-	0	6 246	22	1 081	9	1 805	100	-	0	13 696	12
3. Services de consultants	17 302	53	1 500	100	6 654	24	2 418	19	-	0	-	0	27 873	24
4. Formation	5 314	16	-	0	8 165	29	1 348	11	-	0	-	0	14 827	13
5. Coûts de fonctionnement	4 985	15	-	0	2 154	8	727	6	-	0	-	0	7 866	7
6. Dépenses ordinaires	-	0	-	0	-	0	6 488	52	-	0	-	0	6 488	5
Total	32 855	100	1 500	100	27 809	100	12 590	100	1 805	100	41 436	100	117 994	100

Tableau 4

Coût du projet par composante (financement initial et financement additionnel)

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt 1 du FIDA		Don du FIDA		Prêt 2 du FIDA (Financement additionnel)		Gouvernement		Bénéficiaires		Fonds villageois		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Autonomisation économique des villages														
1.1. Gouvernance des villages	4 736	52,6	584	6,5	2 926	32,5	766	8,5	-	-	-	-	9 012	7,6
1.2. Initiatives économiques des villages	5 149	7,9	-	-	14 838	22,7	1 999	3,1	1 805	2,8	41 436	63,5	65 226	55,3
Total partiel	9 886	13,3	584	0,8	17 763	23,9	2 765	3,7	1 805	2,4	41 436	55,8	74 238	62,9
2. Partenariats au service du développement économique des villages														
2.1. Soutien des districts au développement économique des villages	16 380	66,0	-	-	5 627	22,7	2 805	11,3	-	-	-	-	24 812	21,0
2.2. Services financiers	608	35,7	126	7,4	826	48,5	143	8,4	-	-	-	-	1 704	1,4
Total partiel	16 988	64,1	126	0,5	6 453	24,3	2 948	11,1	-	-	-	-	26 515	22,5
3. Innovation, apprentissage et élaboration des politiques														
3.1. Innovation, apprentissage et inspiration	88	5,6	86	5,5	1 242	79,7	142	9,1	-	-	-	-	1 557	1,3
3.2. Élaboration des politiques et renforcement institutionnel	276	18,0	684	44,5	486	31,6	90	5,8	-	-	-	-	1 536	1,3
3.3. Gestion du projet	5 618	39,7	19	0,1	1 865	13,2	6 645	47,0	-	-	-	-	14 146	12,0
Total partiel	5 982	34,7	789	4,6	3 592	20,8	6 876	39,9	-	-	-	-	17 240	14,6
Total	32 855	27,8	1 500	1,3	27 809	23,6	12 590	10,7	1 805	1,5	41 436	35,1	117 994	100,0

Tableau 5

Coût du projet par composante et par année du projet (financement initial et financement additionnel)

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>Total</i>
1. Autonomisation économique des villages								
1.1. Gouvernance des villages	-	768,9	336,3	2 272,8	2 416,1	3 218,1	-	9 012,1
1.2. Initiatives économiques des villages	-	270,9	16 582,6	19 346,3	12 705,1	16 321,3	-	65 226,1
Total partiel	-	1 039,7	16 918,9	21 619,1	15 121,2	19 539,4	-	74 238,3
2. Partenariats au service du développement économique des villages								
2.1. Soutien des districts au développement économique des villages	-	4 354,5	2 247,4	7 136,2	4 490,4	6 583,4	-	24 811,9
2.2. Services financiers	-	-	126,1	200,0	468,4	909,0	-	1 703,5
Total partiel	-	4 354,5	2 373,5	7 336,2	4 958,8	7 492,4	-	26 515,5
3. Innovation, apprentissage et élaboration des politiques								
3.1. Innovation, apprentissage et inspiration	-	-	-	70,6	120,7	1 250,4	115,5	1 557,2
3.2. Élaboration des politiques et renforcement institutionnel	-	253,1	-	373,1	375,3	534,7	-	1 536,3
3.3. Gestion du projet	277,4	2 498,1	4 063,1	3 870,8	1 224,4	1 093,3	1 119,3	14 146,4
Total partiel	277,4	2 751,2	4 063,1	4 314,6	1 720,4	2 878,4	1 234,8	17 239,9
Total	277,4	8 145,5	23 355,5	33 269,9	21 800,4	29 910,1	1 234,8	117 993,6

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

19. L'examen à mi-parcours a établi que les ressources du Fonds villageois étaient destinées à couvrir l'achat d'intrants, de matériel de production essentiel et d'articles consommables pour une saison de production. Ce constat est quelque peu en décalage avec les objectifs de développement et les activités du projet, qui consistent à soutenir les activités économiques des villages en vue de transformer le monde rural et de favoriser une croissance inclusive dans l'est de l'Indonésie. Il est par ailleurs prévu que les interventions du projet s'étendent au-delà d'une seule saison de production. Sur la base d'une utilisation réaliste des ressources du Fonds villageois aux fins du développement économique et conformément aux objectifs de développement du projet TEKAD, le montant total des fonds de contrepartie a été recalculé à l'examen à mi-parcours, pour ainsi s'établir à 51,5 millions d'EUR (55,8 millions d'USD), contre une enveloppe initiale de 531,9 millions d'EUR (587,67 millions d'USD). L'équipe du projet doit communiquer des informations au sujet du cofinancement dans les meilleurs délais et en toute transparence, comme indiqué dans la version actualisée du manuel d'exécution du projet.

Décaissement

20. Le retrait des fonds apportés par le FIDA sera effectué selon la modalité du fonds renouvelable. Les fonds du FIDA seront décaissés par l'intermédiaire d'un compte désigné libellé en euro, à partir de demandes de retrait dûment certifiées, conformément aux procédures actualisées du FIDA en matière de décaissement. La décision de recourir à un compte désigné distinct pour le financement additionnel sera prise par l'emprunteur conformément aux exigences nationales. De plus amples informations sur le décaissement seront fournies dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier et dans l'accord de financement du projet. Les seuils proposés en matière de versements directs seront indiqués dans cette même lettre de présentation.

Résumé des avantages et analyse économique

21. L'analyse économique et financière du projet TEKAD a été mise à jour pour tenir compte des modifications apportées au coût global du projet, à partir de données réalistes concernant la portée obtenues à partir du décompte précis du nombre de ménages de chaque village (appendice II). L'analyse économique et financière révisée fait état d'un coût total du projet s'élevant à 106,9 millions d'EUR (117,9 millions d'USD), lequel doit couvrir 1 110 villages composés de 165 370 ménages.
22. Selon les résultats de l'analyse économique, le projet TEKAD présente un taux de rentabilité économique interne de 20,5%, tandis que sa valeur actuelle nette économique s'établit à 262,6 millions d'USD sur la période de 20 ans couverte par l'analyse. Le ratio bénéfices/coûts est de 1,80, ce qui indique que pour chaque dollar investi, le projet TEKAD procure des avantages économiques à hauteur de 1,80 USD.
23. Le TEKAD présente une solide viabilité économique et financière pour un ensemble d'activités relevant de l'agriculture et de l'élevage. Le fort taux de rendement interne du projet ainsi que la hausse sensible du nombre d'emplois créés et l'accroissement des revenus attestent de sa capacité à concourir de manière significative à la réduction de la pauvreté et au développement rural dans l'est de l'Indonésie. Les décideurs devraient envisager d'élargir les initiatives de même type et devraient s'attaquer, en parallèle, aux risques recensés, tels que les retards dans la concrétisation des avantages et les dépassements de coûts.

Stratégie de retrait et pérennisation

24. Dans le cadre de la stratégie de retrait, il est prévu que des mécanismes durables auront été mis en place d'ici la fin de l'exécution pour garantir l'affectation de ressources villageoises à la mise en œuvre de projets favorisant la croissance économique. À cette fin, le projet TEKAD prend appui sur trois piliers: i) renforcer l'aptitude des administrations et des populations villageoises à planifier l'emploi des ressources du Fonds villageois au profit du développement économique et à mener des activités économiques rentables; ii) promouvoir un écosystème où les villageois pourront accéder à des marchés rentables, bénéficier du soutien de prestataires de services publics et privés qualifiés et avoir recours aux services financiers; iii) élaborer des outils d'orientation et de renforcement des capacités, en s'appuyant sur des données factuelles, pour contribuer au développement économique des villages, améliorer le cadre d'action et renforcer la capacité du MoV à exploiter ces nouveaux instruments.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

25. Les principaux risques du projet et les mesures d'atténuation correspondantes ont été recensés. À la suite des élections générales de février 2024 et de l'investiture du nouveau Président de l'Indonésie en octobre de la même année, le Gouvernement a pris un ensemble de mesures exceptionnelles afin de faire face aux changements découlant de cette transition. Au cours de la période de transition, les nouvelles modalités d'allocation budgétaire définies par le nouveau Gouvernement pourraient être une source d'incertitudes. Celles-ci sont décrites dans la matrice intégrée des risques du projet. L'unité nationale de gestion du projet maintiendra des contacts étroits avec le Ministère des finances et le Ministère de la planification du développement national afin de veiller à ce que les ressources voulues soient affectées à la poursuite de l'exécution du projet. Par ailleurs, le personnel de l'unité suivra une formation lui permettant d'affiner la matrice au cours de l'exécution et de tenir un journal des risques. Le personnel actualisera régulièrement ce journal des risques afin d'éclairer la prise de décisions.
26. **Risques financiers.** Le risque inhérent à la gestion financière est jugé substantiel. Les mesures d'atténuation sont les suivantes: i) renforcement des capacités et assistance technique dans les provinces et les districts; ii) budgétisation rigoureuse dans les délais impartis, et suivi systématique de la performance du budget; iii) finalisation de la version révisée du manuel d'exécution du projet pour tenir compte des dispositions les plus récentes en matière de gestion financière, notamment la présentation de l'information financière dans les délais impartis et le renforcement des contrôles internes du projet; iv) application des recommandations issues des audits et des plans d'action.

B. Catégorie environnementale et sociale

27. Le risque environnemental et social du projet TEKAD est jugé modéré. L'impact environnemental des activités de développement des villages menées à microéchelle au niveau rural est considéré comme minime et des mesures d'atténuation peuvent être mises en place.
28. La zone d'intervention du projet se situe dans des régions habitées par des peuples autochtones qui détiennent un patrimoine culturel matériel et immatériel. Les améliorations d'infrastructures prévues lors de la conception du projet sont menées à petite échelle. Le projet est conçu de manière à éviter toute répercussion négative, notamment le déplacement physique et économique des populations et le développement d'infrastructures à grande échelle qui seraient susceptibles de perturber les flux de circulation ou de modifier les schémas de circulation, ainsi qu'à proscrire l'utilisation de matières dangereuses dans le cadre des activités du

projet. Le projet n'aura pas d'incidence néfaste sur les peuples autochtones ou sur les sites historiques, religieux ou culturels.

29. Les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) pertinentes ont été appliquées afin que les risques environnementaux et sociaux potentiels associés aux activités du projet soient gérés de manière adéquate. Ont notamment été préparés un plan de gestion environnementale, sociale et climatique; un plan de participation des parties prenantes; un mécanisme de réponse aux doléances; un instrument aux fins du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause; et un plan pour les peuples autochtones.

C. Classement au regard des risques climatiques

30. Le risque climatique associé au projet TEKAD est jugé élevé. Certains districts de la zone couverte par le projet sont sujets à des catastrophes naturelles liées aux aléas climatiques. Certains villages côtiers sont exposés aux raz de marée de force exceptionnelle, source d'érosion. Par ailleurs, l'évolution des précipitations et les épisodes de sécheresse prolongée ont fortement ébranlé le secteur de l'agriculture, dont les moyens d'existence des communautés locales sont largement tributaires. Compte tenu de l'emplacement géographique du pays, à cheval sur plusieurs plaques tectoniques, certaines provinces sont également exposées au risque de catastrophes naturelles d'origine volcanique. Bien que le projet soit conduit dans des zones soumises aux problèmes liés au climat et aux catastrophes naturelles, le MoV et les districts concernés par l'exécution renforcent leur capacité à faire face à l'instabilité, aux chocs, aux facteurs de perturbation et aux évolutions des tendances climatiques. Le projet comprend également une formation axée sur l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de l'entrepreneuriat agricole destinée au personnel de vulgarisation. Afin de réduire les risques liés aux extrêmes climatiques, l'organisme d'exécution aide également les bénéficiaires à se mettre en conformité avec la déclaration nationale sur la gestion environnementale (*Surat Pernyataan Pengelolaan Lingkungan*), qui recense les sources des impacts, le type d'impact, les mesures d'atténuation et les mesures de gestion des risques, dans le respect de la réglementation indonésienne.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

31. Le projet TEKAD est pleinement conforme aux buts et objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et aux politiques et stratégies pertinentes du Fonds, notamment: i) la Politique du FIDA relative au ciblage de la pauvreté de 2023; ii) le Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021; iii) la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024; iv) la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2012); v) les PESEC du FIDA.
32. Les activités soutenues par le projet TEKAD sont conformes à l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui couvre la période 2023-2027, plus précisément à son objectif stratégique n° 1, ainsi défini: les petits producteurs, femmes et hommes, augmentent leurs revenus grâce à la mise en place d'une production diversifiée, rentable et résiliente qui répond à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui répond à la demande des marchés locaux et internationaux et qui permet de gérer durablement les ressources naturelles; et à son objectif stratégique n° 2, lequel requiert que les institutions et les organisations, depuis les villages jusqu'à l'échelon national, renforcent leur capacité à répondre aux besoins des petits producteurs.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

33. Le cadre de gestion et de coordination initial demeure inchangé. Le MoV pilote le projet dans son ensemble et est chargé d'en assurer la gestion, la coordination et le contrôle. La structure d'exécution du projet repose sur des fondements de gestion solides au niveau national et au niveau des districts.
34. La structure organisationnelle du projet se décompose comme suit:
 - i) un comité de pilotage national définit les orientations générales, assure la supervision, et approuve les plans de travail et budgets annuels, les rapports de situation et les rapports financiers;
 - ii) le MoV est l'organisme d'exécution et une unité de gestion du projet nationale, placée sous sa direction, est chargée de la gestion courante et de l'exécution du projet;
 - iii) des unités de gestion établies dans chaque province et district ciblé travaillent sous la houlette de l'unité de gestion du projet.
35. **Gestion financière.** La qualité de la gestion financière du projet TEKAD est jugée plutôt satisfaisante à la lumière de l'évaluation réalisée lors de la dernière mission de supervision, effectuée en janvier 2024. Les modalités de gestion financière sont organisées comme il convient pour ce qui est des effectifs et des systèmes. L'équipe de gestion financière du projet a les moyens de gérer le financement additionnel, les tâches des principales fonctions étant séparées. Le plan de travail et budget annuel approuvé et le plan de passation des marchés orienteront les activités du projet. Les modalités actuelles de gestion financière seront reprises pour le présent financement additionnel.
36. **Comptabilité et rapports.** Le système d'information de gestion utilisé dans le cadre du projet TEKAD doit être actualisé afin de permettre l'enregistrement des ressources versées au titre du financement de contrepartie en temps voulu, ainsi que la production de rapports. Les rapports financiers intermédiaires seront préparés et soumis sur le Portail clients du FIDA dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, accompagnés des demandes de retrait correspondantes en guise de justificatifs et d'avances, le cas échéant. La monnaie de présentation de l'information financière sera l'euro et la monnaie de transaction sera la rupiah indonésienne.
37. **Modalités des décaissements et des flux de fonds.** Le compte désigné libellé en euro ouvert auprès du Trésor central recevra le financement additionnel. Il suivra la procédure du fonds renouvelable, établie en fonction des rapports financiers intermédiaires trimestriels et des prévisions de trésorerie. Un compte du projet libellé en rupiah indonésienne sera ouvert au nom du Ministère des finances à des fins de transaction et sera réapprovisionné au besoin à partir du compte désigné. Si un compte désigné distinct est ouvert pour recevoir les fonds versés au titre du financement additionnel, l'utilisation de ces fonds ne débutera qu'une fois que le prêt initial aura été intégralement utilisé, à moins que le Gouvernement ne présente des raisons valables justifiant l'utilisation concomitante des fonds additionnels et du financement initial.
38. **Contrôle interne.** Le manuel d'exécution du projet actuel, tel qu'approuvé, ainsi que le manuel de gestion financière élaboré pour le projet TEKAD, y compris les versions actualisées, seront repris pour le présent financement additionnel.
39. **Audit externe.** Les états financiers annuels seront établis selon la méthode de la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public. Le financement additionnel sera intégré dans les états financiers du projet et fera l'objet d'un audit externe annuel par une institution supérieure de contrôle approuvée par le FIDA. Un rapport d'audit et une lettre de

recommandations annuels seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la fin de l'exercice. Le rapport d'audit sera publié conformément à la Politique du FIDA en matière de diffusion des documents.

40. **Passation des marchés.** La passation de marchés sera effectuée conformément aux dispositions du Décret n° 12/2021 pris par le Président indonésien et à la réglementation établie par l'Agence nationale des marchés publics, par l'intermédiaire d'un système public de passation des marchés en ligne et d'un catalogue électronique, dans le respect de la version la plus récente des Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets.
41. **Lutte contre la corruption.** Le FIDA ne financera pas les dépenses afférentes à des biens, travaux ou services de consultants si le marché correspondant n'a pas été passé conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et à l'accord de financement. En pareil cas, le Fonds peut en outre prendre d'autres mesures correctives en vertu de l'accord de financement, notamment déclarer lesdites dépenses comme étant non autorisées et en déduire le montant du compte de prêt. Même si le marché a été adjugé après avis d'approbation tacite du FIDA, ce dernier peut toujours invoquer une irrégularité de la procédure s'il conclut que cet avis a été rendu sur la base d'informations incomplètes, inexactes ou trompeuses fournies par l'emprunteur ou le bénéficiaire.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

42. Le système de suivi-évaluation et le système de gestion des connaissances mis en place dans le cadre du projet seront utilisés pour le financement additionnel. Le système de suivi-évaluation est coordonné par l'unité nationale de gestion du projet et comprend le cadre logique, le cadre de suivi-évaluation, le système d'information de gestion et un tableau de bord de suivi en ligne. Le FIDA entreprendra régulièrement des missions de suivi-évaluation et de supervision pour évaluer l'état d'avancement de l'exécution du projet et fixer des lignes directrices. Dans chaque village ciblé par le projet TEKAD, un groupe de villageois contribuera à la collecte de données relatives au suivi-évaluation tout en fournissant un appui technique aux bénéficiaires. L'équipe du projet TEKAD continuera de partager des connaissances par l'intermédiaire d'activités d'apprentissage et d'ateliers organisés avec les parties prenantes, et via divers canaux de communication.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

43. L'accord de financement sera modifié pour intégrer les éléments suivants:
 - i) le financement additionnel de 25,2 millions d'EUR (27,8 millions d'USD), assorti des mêmes modalités et conditions applicables aux prêts ordinaires du FIDA relevant de la catégorie 2, les modifications ainsi introduites étant portées à l'annexe 2 de l'accord; ii) les ajustements apportés aux montants des fonds de contrepartie, notamment la contribution du Gouvernement d'un montant de 11,4 millions d'EUR (12,6 millions d'USD), la contribution des bénéficiaires, d'un montant de 1,6 million d'EUR (1,8 million d'USD), et les ressources du Fonds villageois, d'un montant de 37,5 millions d'EUR (41,4 millions d'USD);
 - iii) la restructuration de la stratégie de ciblage et du cadre logique du projet, qui permet d'utiliser le nombre exact de ménages résidant dans les villages ciblés;
 - iv) la mise à jour du nombre de zones du projet, passé de cinq à neuf provinces à la suite de la division de la province de Papouasie en 2022.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

44. L'octroi à l'emprunteur/au bénéficiaire du financement additionnel proposé est régi par un accord de financement entre la République d'Indonésie et le FIDA. L'accord de financement sera modifié après approbation du financement additionnel par le Conseil d'administration.
45. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

47. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt-cinq millions deux cent mille euros (25 200 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy	Indicators			Justifications in changes
	Name	Targets at design (original financing gap)	End target with AF (Actual AF and counterpart amount)	
Outreach	1.b Estimated corresponding number of total households members			Overall outreach adjusted based on the actual available funds and number of villages in each village based on MTR survey. The realistic numbers of households and individuals which could have been reached through 1,720 villages were 232,200 households and 464,400 individuals instead of 412,300 households and 824,640 individuals.
	Household members- Number of people	1 855 350	744 165	
	1.a Corresponding number of households reached			
	Households- households	412 300	165 370	
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project			
	Total number of persons receiving services- Number of people	824 640	330 740	
	Villages receiving services supported or promoted by the project			
	Number of villages	1 720	1 110	
Programme goal	Percentage of households receiving services promoted by TEKAD increase: Real income in at least 30%; HH asset ownership index (CI1 and COSOP)			
	Households (%)	60	60	
Development Objective	Percentage of villages, where smallholders' farm and off-farm businesses supported by the Village Fund and by the Project are functioning effectively			
	Villages (%)	70	70	
Outcome 1	At least 30% of Village Fund (DD) and District Village Allocation (ADD) budgeted for economic development			Village communities plan and implement profitable economic initiatives taking advantage of village resources
	Village fund (%)	30	30	
	1.2.4 Households reporting an increase in production			
	Households	70	70	
	1.2.5 Households reporting using rural financial services (New)			
	Households	247 380	68 148	
	Household (%)	60	40	
	Total number of household members	1 113 210	306 666	
	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices (New)			
	Households	288 610	115 759	
	Household (%)	70%	70%	

Results hierarchy	Indicators			Justifications in changes
	Name	Targets at design (original financing gap)	End target with AF (Actual AF and counterpart amount)	
	Total number of household members	1 298 745	520 916	
Output 1 Output 1.1 Governance and capacities of village communities to envision, plan and implement village resources improved.	No of village administration staff receiving capacity building to improve service delivery (NEW)			Originally 'Persons engaged in village governance and administration receiving capacity-building for preparing and implementing development plans (COSOP)' made specific to measure admin level, village measure and persons involved in village level meeting.
	Number of staffs		8 880	
	Number of annual village budgets including activities and resources in support to economic activities (New)			
	Number		1 110	
	Number of persons involved in village level meeting (New)			
	Number of persons		90 800	
Output 1 Output 1.2 Village households enabled to develop economic initiatives	Villages receiving capacity-building for economic initiatives			Target changed to 1,110 in line with the village outreach with the actual AF amount.
	Villages receiving capacity building support	1720	1 110	
	CI 1.1.4: Persons trained in production practices and/or technologies (New)			CI 1.1.4 measures people benefitting from investment funds or demplots.
	Total rural producers		23 200	
	Males		11 600	
	Females		11 600	
	Young		5 800	
	Persons benefitting from project competitive investment for economic development (New)			New indicator based on M&E recommendations
	Total persons		22 500	
	Female		11 250	
	Men		11 250	
	Young		5 625	
	CI 1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/ or use of financial products and services			Moved from Output 2.1 as this activity is measured from Component 1.2
	Males - Males		112 450	
	Females - Females		112 450	
	Young - Young people		56 225	
	Indigenous people - Indigenous people		224 900	
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total) - Number of people		224 900	
Outcome 2 Villages households have sustainable access to markets and to public and private services in support of village economic initiatives	Districts integrating investment financing for target villages in district plans			Participating districts is 25, not 20.
	Participating districts	20	25	
	Households satisfied with the relevance, quality and accessibility of extension services provided by public and private sector (COSOP)			
	Households satisfied with services provided by public and private sector (%)	80	80	

Results hierarchy	Indicators			Justifications in changes
	Name	Targets at design (original financing gap)	End target with AF (Actual AF and counterpart amount)	
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities (New)			New indicator as requested by Ministry of Planning.
	Households reporting improved physical access to processing (number)		49 611	
	- Households reporting improved physical access to processing (%)		30%	
	Size of Households (number of people)		223 250	
Output 2	District administration receiving capacity-building for supporting economic activities (COSOP)			Number of district administration staff receiving capacity-building to improve service delivery in line with New Indonesia COSOP
Output 2.1 District and sub-district capacity strengthened to extend technical services in support to village economic development	Number of District	25	25	
	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported			Moved from Output level as multi-stakeholder platform will be supported through district capacity building
	No. of platforms	25	25	
Output 2	People receiving services from Business Development Service Providers (BDSPs)			BDSPs are run by district government. Target is reduced due to the availability of BDSPs. Out of 1,110 villages, only 500 villages have access to BDSPs
Output 2.2 Access to markets and business development services	Persons	206 150	5 000	
Output 2.3	M&E system providing reliable and comprehensive data that support management in making decisions at the national level			Changed target from Districts with MIS and KM systems operational (COSOP)
Access to financial services		25	1	

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A

Financial cash flow models

Year	Enterprise model's net incremental benefits (in US\$)								
	Seaweed Farming	Sea Cucumber Farming	Black Pepper Replanting	Coffee Replanting	Pig Production	Cocoa Replanting	Bee Honey Production	Sweet Potato Planting	Bamboo Production
PY1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PY2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PY3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PY4	-62	-2,196	-343	-679	-1,161	-189	-1,352	-1,759	-3,336
PY5	-294	-7,099	-1,010	-2,161	-1,679	-576	-1,987	-1,198	-9,577
PY6	-685	-7,330	-2,439	-3,235	-992	-793	-1,163	398	-18,920
PY7	-457	14,946	-1,656	-765	3,199	81	3,048	5,047	-14,902
PY8	-186	22,722	-646	488	2,170	654	4,541	4,925	-386
PY9	473	25,105	1,298	1,332	-78	1,140	4,859	4,885	8,825
PY10	936	25,893	3,467	2,707	-501	1,577	4,859	4,885	15,340
PY11	1,000	25,893	5,373	4,018	608	2,026	4,859	5,047	15,878
PY12	936	25,893	6,183	5,326	3,335	2,338	4,859	5,047	17,794
PY13	1,000	25,893	6,183	7,090	2,068	2,526	4,859	4,925	24,739
PY14	936	25,893	6,183	8,967	-112	2,606	4,859	4,885	26,655
PY15	1,000	25,893	6,183	10,056	-501	2,736	4,859	4,885	25,874
PY16	936	25,893	6,183	10,644	744	2,812	4,859	5,047	24,976
PY17	1,000	25,893	6,183	11,600	3,233	2,799	4,859	5,047	24,976
PY18	936	25,893	6,183	12,602	2,034	2,795	4,859	5,047	28,570
PY19	952	25,893	6,183	12,592	-112	2,795	4,859	5,047	28,570
PY20	873	25,893	6,183	12,592	-365	2,795	4,859	5,047	28,570
IRR	29%	76%	36%	34%	29%	48%	55%	72%	23%
NVP (in '000 US\$)	3,463	143,825	22,702	33,763	4,885	11,168	26,329	29,819	76,510

Table B

Programme costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME				
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million US\$)			117.99	
Beneficiaries	744,165	people	165,370	households
Cost per Beneficiaries	158.5	US\$/person	629.32	US\$/HH
Components and Costs	US\$ million			
A. Village Economic Empowerment	74.24	Average increase income per HH		US\$
B. Partnerships for Village Economic Development	26.52	• without Programme		336.77
C. Innovation, Learning and Policy Development	17.24	• with Programme		1,865.26
Total	117.99			

Table C

Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES				
FINANCIAL	Output	Unit of Measure	Annual Income	
			WOP	WP
	Seaweed Farming	Per Year	292	686
	Sea Cucumber Farming	Per Year	96	2,283
	Black Pepper Replanting	Per Year	480	1,696
	Coffee Replanting	Per Year	234	4,805
	Pig Production	Per Year	62	372
	Cocoa Replanting	Per Year	12	2,491
	Bee Honey Production	Per Year	56	550
	Annual Planting of Sweet Potato	Per Year	1,240	1,340
	Bamboo Production	Per Year	560	2,563
Financial Discount Rate				9.00%
Economic	Standard Conversion Factor (SCF)			0.991
	Shadow Exchange Rate Factor (SERF)			1.01
	VAT (average) [Deloitte, Indonesian Highlights, 2022-2023]			11%
	Custom Duty for Imports (Flat Rate on all)			8%
	Exchange Rate (US\$ to IDR)			15,254
	Discount Rate for Economic Analysis			6.21%

Table D Beneficiary adoption rates and phasing**No. of Beneficiaries of Original & Additional Financing: 165,374 HHs****Adoption rate: 70%****No. of Beneficiaries after applying adoption rate: 115,759 HHs**

Province	PY 2	PY 3	PY 4	PY 5	PY 6	Total uptake during programme period	PY 7	PY 8	PY 9	PY 10	Total continued uptake after programme	Total
Phasing	0%	0%	15%	20%	20%	55%	20%	20%	5%	0%	45%	100%
Papua	0	0	0	3,682	4,909	8,591	4,909	4,909	4,909	1,227	15,954	24,545
West Papua	0	0	3,843	5,125	5,125	14,092	5,125	5,125	1,281	0	11,530	25,623
Maluku	0	0	4,131	5,508	5,508	15,146	5,508	5,508	1,377	0	12,392	27,538
North Maluku	0	0	3,882	5,177	5,177	14,236	5,177	5,177	1,294	0	11,647	25,883
NTT	0	0	4,149	5,532	5,532	15,212	5,532	5,532	1,383	0	12,446	27,658
Total Uptake of HH	0	0	16,005	25,022	26,249	67,277	26,249	26,249	10,244	1,227	63,970	131,247

Table E
Economic cash flow (Original + AF)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039
Seaweed Farming	0	0	0	-62	-294	-685	-457	-186	473	936	1,000	936	1,000	936	1,000	936	1,000	936	952	873
Sea Cucumber Farming	0	0	0	-2,196	-7,099	-7,330	14,946	22,722	25,105	25,893	25,893	25,893	25,893	25,893	25,893	25,893	25,893	25,893	25,893	25,893
Black Pepper Replanting	0	0	0	-343	-1,010	-2,439	-1,656	-646	1,298	3,467	5,373	6,183	6,183	6,183	6,183	6,183	6,183	6,183	6,183	6,183
Coffee Replanting	0	0	0	-679	-2,161	-3,235	-765	488	1,332	2,707	4,018	5,326	7,090	8,967	10,056	10,644	11,600	12,602	12,592	12,592
Pig Production Model: Traditional Pig Herd with Improved Pen, Nutrition and Husbandry	0	0	0	-1,161	-1,679	-992	3,199	2,170	-78	-501	608	3,335	2,068	-112	-501	744	3,233	2,034	-112	-365
Cocoa Replanting	0	0	0	-189	-576	-793	81	654	1,140	1,577	2,026	2,338	2,526	2,606	2,736	2,812	2,799	2,795	2,795	2,795
Bee Honey Production	0	0	0	-1,352	-1,987	-1,163	3,048	4,541	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859	4,859
Annual Planting of Sweet Potato	0	0	0	-1,759	-1,198	398	5,047	4,925	4,885	4,885	5,047	5,047	4,925	4,885	4,885	5,047	5,047	5,047	5,047	5,047
Bamboo Production	0	0	0	-3,336	-9,577	-18,920	-14,902	-386	8,825	15,340	15,878	17,794	24,739	26,655	25,874	24,976	24,976	28,570	28,570	28,570
Total Incremental Benefits	0	0	0	-11,077	-25,580	-35,160	8,540	34,283	47,839	59,164	64,702	71,710	79,285	80,872	80,986	82,093	85,590	88,919	86,778	86,446
Total Incremental Cost	0	0	0	11,063	31,957	55,939	30,020	22,725	22,727	26,410	28,334	28,307	24,408	23,900	27,066	28,773	28,742	24,648	24,027	24,359
TEKAD Project Cost	253	7,631	21,300	30,660	19,941	27,300	1,127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Overhead Cost of Implementing Agencies	0	0	0	0	0	0	0	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127	1,127
Grand Total Economic Cost	253	7,631	21,300	41,723	51,899	83,239	31,147	23,852	23,854	27,537	29,461	29,434	25,535	25,027	28,193	29,900	29,869	25,775	25,154	25,486
Project Net Benefit Flow	-253	-7,631	-	-41,737	-45,521	-62,460	7,413	33,156	46,712	58,037	63,575	70,583	78,157	79,745	79,859	80,966	84,463	87,792	85,651	85,319
	0	0	0	-62	-294	-685	-457	-186	473	936	1,000	936	1,000	936	1,000	936	1,000	936	952	873
EIRR	20.5%																			
NPV @ 6.2% discount rate (million US\$)	262.611																			
NPV @ 6.2% discount rate (million IDR)	3,691,003																			
B/C Ratio	1.80																			

Table F
Sensitivity analysis

Scenario	EIRR	NPV (Million US\$)	B/C Ratio
Original & Additional Financing			
All cost increase by 10%	18%	230	1.64
All cost increase by 20%	16%	197	1.50
All benefits decrease by 10%	18%	204	1.62
All benefits decrease by 20%	15%	145	1.44
Cost increase by 10% and benefits decrease by 10%	16%	171	1.47
1 year delay in getting benefits	16%	197	1.70